

## Étude de cas #2

# TOREX GOLD RESOURCES INC.

## Liberté d'association et menaces de violence et de mort'

Torex Gold Resources Inc. est une société canadienne d'exploitation aurifère inscrite à la Bourse de Toronto (TSX) et dont le siège social est établi à Toronto, en Ontario. La société détient à 100% le projet Media Luna, situé dans l'État de Guerrero, au Mexique.



La police fédérale mexicaine prend le contrôle de la mine Media Luna et affronte les travailleurs qui demandent le droit d'adhérer à un syndicat indépendant. Janvier 2018. Photo: Section 333 du Syndicat national des travailleurs des mines, du métal, de l'acier et des travailleurs connexes de la République du Mexique (« Los Mineros »).

### Sommaire

- Le 3 novembre 2017, environ 600 travailleurs de l'installation minière Media Luna de Torex Gold, située dans l'État mexicain de Guerrero, ont effectué un arrêt de travail pour exiger leur droit d'être représentés par un syndicat indépendant de leur choix. Les travailleurs alléguaient que le syndicat de l'établissement, connu pour être non représentatif et pour son usage de tactiques d'intimidation, avait été choisi pour eux par l'employeur à leur insu ou sans leur consentement préalable et ne représentait pas leurs intérêts.<sup>2</sup>
- Une série d'événements violents s'en est suivi, mettant en danger les travailleurs et les membres de la communauté manifestant à l'extérieur de la mine ; quatre personnes, anciennement employées par la compagnie<sup>3</sup> et associées à la lutte des travailleurs, ont été tuées. Les travailleurs ont finalement été dissuadés de continuer à manifester par crainte de représailles violentes.
- Le 6 avril 2018, l'entreprise a repris ses activités avant la résolution du conflit de travail. À ce jour, malgré les protestations des travailleurs de la mine, le syndicat avec lequel Torex a un contrat de protection continue de détenir le titre légal de représentation à la mine. Les enquêtes sur les quatre décès demeurent en suspens.

## Le contexte détaillé

L'État de Guerrero, au Mexique, est connu comme l'un des États les plus dangereux du pays.<sup>4</sup> Les morts violentes liées aux sociétés minières canadiennes dans cet État sont bien documentées.<sup>5</sup> Dans le cas de Torex, le Justice and Corporate Accountability Project signale cinq cas distincts de criminalisation de manifestations entre 2009 et 2015, notamment des arrestations irrégulières et des attaques violentes contre des opposants à la mine, et le meurtre présumé d'un ingénieur qui aurait fait des affaires avec l'entreprise.<sup>6</sup>

Le Mexique est connu pour avoir un système de relations de travail corrompu et antidémocratique où des contrats de protection, soit des conventions collectives bidons, sont signés entre des syndicats non représentatifs et des employeurs souvent avant même que des travailleurs n'aient été embauchés, et donc sans que les travailleurs en soient préalablement informés.<sup>7</sup> La Confédération des travailleurs du Mexique (CTM) et d'autres « syndicats officiels » sont considérés comme des syndicats jaunes qui mettent de l'avant les intérêts des employeurs avant ceux des travailleurs. L'une des revendications tout au long des négociations de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), qui se sont déroulées parallèlement aux événements de l'affaire en cause, était la nécessité de renforcer les normes du travail du Mexique. Mettre fin à la pratique de ces « contrats de protection des employeurs » était jugé essentiel pour promouvoir la liberté d'association et améliorer les salaires.<sup>8</sup>

Le 3 novembre 2017, environ 600 travailleurs de la mine Media Luna de Torex Gold ont déclenché un arrêt de travail et participé à une manifestation pour exiger de meilleurs salaires et leur droit de choisir un syndicat indépendant plutôt que celui qui leur est imposé à la mine. Le « syndicat de protection » CTM de la mine avait été choisi par l'employeur, Torex Gold Resources Inc., sans le consentement préalable des travailleurs.<sup>9</sup> Les travailleurs ont affirmé avoir été contraints de signer l'adhésion au syndicat CTM et avoir été menacés de perdre leur emploi s'ils refusaient.<sup>10</sup> Le vice-président de Torex a admis dans une entrevue que l'entreprise avait « engagé » CTM avant d'avoir embauché la main-d'œuvre.<sup>11</sup> En réponse à cette étude de cas, l'entreprise a également déclaré qu'elle « encourageait à ce que la question soit résolue par le biais d'un processus sanctionné



Les Métallos manifestent au congrès de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs à Toronto, Ontario, en soutien aux travailleurs de Torex Gold. Le 16 mars 2018.

par le gouvernement afin que les travailleurs de l'entreprise votent pour leur syndicat préféré ».<sup>12</sup>

Les communautés voisines qui se sont jointes à la manifestation ont fait valoir que l'entreprise ne les dédommageait pas pour son utilisation de l'eau<sup>13</sup> et ont fait part de leurs inquiétudes concernant les irrégularités dans la manière dont l'entreprise avait acquis les terres de leurs occupants originaux.<sup>14</sup>

Dix jours après le début de l'arrêt de travail, l'entreprise n'avait toujours pas entamé le dialogue avec les travailleurs. Au lieu de cela, ces derniers ont été informés par des représentants de l'État et du secrétaire du Travail qu'ils devaient mettre fin à l'arrêt de travail avant qu'il puisse y avoir un dialogue avec l'entreprise et les autorités compétentes.<sup>15</sup> Pendant ce temps, les autorités mexicaines ont déployé 130 agents de la police fédérale à la mine<sup>16</sup> et un poste de contrôle de sécurité a été installé à proximité.<sup>17</sup> Malgré ces pressions, le mouvement de protestation s'est poursuivi.

Le 18 novembre 2017, deux frères qui avaient participé à l'arrêt de travail, Victor et Marcelino Sahanitla Peña, ont été tués par balle. Conformément à la tendance des autorités de l'État à imputer les cas de violence politique aux activités des gangs, la police locale a fait valoir que les décès étaient le résultat d'une altercation entre des milices rivales et n'étaient donc pas liés au conflit de travail.<sup>18</sup> Torex Gold a également affirmé que les meurtres n'avaient aucun lien entre eux<sup>19</sup> et que les deux victimes n'étaient pas des employés de Torex.<sup>20</sup> Cependant, trois ans plus tard, l'entreprise a admis



Le militant syndical Óscar Ontiveros Martínez, assassiné le 12 mai 2020 près de la mine Media Luna.

que les frères, ainsi que deux autres personnes impliquées dans l'arrêt de travail et assassinées par la suite, étaient tous d'anciens employés de la mine et probablement ciblés en conséquence.<sup>21</sup>

Bien qu'elle ait initialement soutenu la demande des travailleurs pour qu'un vote syndical ait lieu,<sup>22</sup> La compagnie n'a pas attendu que l'État mexicain fixe une date ou que le conflit de travail soit résolu.<sup>23</sup> Le 15 janvier 2018, la mine a repris ses activités.<sup>24</sup> Les autorités mexicaines responsables des relations de travail, largement critiquées pour leur parti pris envers les syndicats « officiels »<sup>25</sup> comme la CTM, n'ont pas exercé leur responsabilité de fixer une date, malgré la tenue de deux audiences publiques à cet effet.<sup>26</sup> Le 24 janvier, soit moins de deux semaines plus tard, le militant syndical Quintin Salgado a été tué. La semaine précédant sa mort, alors qu'il se rendait à une réunion avec des grévistes de la mine, il avait été battu et menacé pour qu'il cesse son travail en faveur d'une nouvelle représentation syndicale.<sup>27</sup>

Moins de trois mois plus tard, le 6 avril 2018, Torex a annoncé la fin du blocus « illégal », notant que la prochaine étape du conflit syndical consistait à attendre que la Commission fédérale des relations de travail désigne une date pour le vote.<sup>28</sup> Mais à ce jour, le syndicat CTM continue de détenir la représentation syndicale à la mine. Selon les travailleurs, le crime organisé, agissant en faveur de l'entreprise, aurait proféré des menaces de

mort si l'arrêt de travail ne prenait pas fin.<sup>29</sup> Le 12 mai 2020, un quatrième militant syndical, Óscar Ontiveros Martínez, aurait été assassiné par le crime organisé près de la mine Torex.<sup>30</sup> L'homme de 29 ans avait été impliqué dans les événements de 2017 et était considéré comme une figure prometteuse du mouvement mexicain en faveur des droits du travail.<sup>31</sup>

## Réaction des organisations canadiennes et internationales

Au plus fort de l'arrêt de travail, des groupes internationaux de défense des droits du travail, y compris le Syndicat des Métallos et UNIFOR, ont tiré la sonnette d'alarme au sujet de la violence et de leur préoccupation pour la sécurité des travailleurs. Des lettres ont été écrites au Bureau des affaires bilatérales et régionales du travail d'Emploi et Développement social Canada, au premier ministre et au ministre des Affaires étrangères, leur demandant d'intervenir auprès du gouvernement mexicain. Divers communiqués de presse ont été publiés et le cas a fait l'objet de couverture médiatique. Bien que le gouvernement du Canada ait communiqué avec Torex, le Canada n'a pas pu ou n'a pas voulu poser de gestes qui auraient mené à la protection du droit des travailleurs à la liberté d'association ou à enquêter pleinement sur les décès ou à prévenir la violence qui perdure.



## Qu'en serait-il si ...?

Si le Canada disposait d'une loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains, qu'est-ce qui serait différent pour les travailleurs à la mine de Torex Gold ?

- Le droit des travailleurs de choisir démocratiquement leur représentation syndicale aurait été protégé, et la sécurité et la vie des travailleurs auraient pu être protégées.
- Si ces droits n'étaient pas protégés par Torex et que des vies étaient mises en danger, comme ce fut le cas aux installations de Torex, **les travailleurs ou leurs alliés auraient pu réclamer justice devant un tribunal canadien.**

## Comment?

- 1 Tout au long de la durée de vie opérationnelle d'un projet, les sociétés minières, comme Torex, seraient tenues d'**identifier et évaluer** les risques pour les droits humains, environnementaux, et du travail dans leurs opérations, de **prévenir et atténuer** les impacts sur les droits des travailleurs et de **rendre compte** de la manière dont elles abordent ces impacts.

**IDENTIFIER ET ÉVALUER : Si Torex avait entrepris une évaluation adéquate des risques, elle aurait identifié :**

- Le risque élevé de violations des droits du travail pouvant résulter du développement d'une relation avec un syndicat de « protection » connu.
- Le risque élevé de violence et de corruption dans l'État de Guerrero qui constitue un obstacle à la liberté d'association et rend le droit de manifester dangereux pour les travailleurs.

### **PRÉVENIR, ATTÉNUER ET RENDRE COMPTE :**

**Torex aurait pu prendre des mesures pour assurer le respect du droit des travailleurs de choisir leur représentation syndicale et assurer la sécurité de ses travailleurs en :**

- Examinant et documentant comment elle entendait assurer la protection de ses travailleurs et de leurs droits compte tenu des risques liés à l'exploitation d'une mine dans l'un des États les plus violents du pays.
- Développant des relations de travail solides et des mécanismes assurant la liberté d'association qui garantissent que l'entreprise s'engage effectivement dans un dialogue permanent avec les travailleurs et que les droits du travail sont protégés.
- Incorporant un mécanisme d'alerte pour informer l'entreprise des violations des droits du travail, et en traitant toute violation dès qu'elle est identifiée.

### **LA JUSTICE AURAIT PU ÊTRE ACCESSIBLE POUR LES TRAVAILLEURS**

- Si les travailleurs touchés, les syndicats ou les organisations de défense des droits humains avaient eu un accès efficace à des voies de recours, ils auraient eu le droit de poursuivre Torex devant un tribunal canadien. Les tribunaux auraient évalué si les procédures de diligence raisonnable de Torex étaient adéquates et, s'il avait été déterminé que Torex n'avait pas donné suite à ses propres mesures de diligence raisonnable, ou si ces mesures étaient considérées comme faibles et inefficaces, Torex aurait été tenue responsable du préjudice.

- 1 Cette étude de cas décrit les allégations de violation des droits humains contenues dans des rapports de sources fiables accessibles au public. Le RCRCE n'a pas vérifié de manière indépendante les allégations contenues dans chacun des rapports cités ici.
- 2 Morrow, Adrian. Deadly mine strike highlights accusations NAFTA used to exploit Mexican workers. *Globe and Mail*. 24 novembre 2017. <https://www.theglobeandmail.com/news/world/deadly-mine-strike-highlights-accusations-nafta-used-to-exploit-mexican-workers/article37086706/> Consulté le 13 août 2021.
- 3 Réponse de Torex Gold à la demande par courriel du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme en date du 26 mai 2020. Lettre publiée sur Business and Human Rights Resource Centre. 1 juin 2020. <https://media.business-humanrights.org/media/documents/df62efdbd9e31b49f00bd501630a98cdfb1e0389.pdf> Consulté le 13 août 2021.
- 4 MiningWatch Canada. Acute Human Rights Crisis in Mexico Must Become a Priority for Canada, Visiting Mexican Rights Advocates Say. 17 octobre 2017. <https://miningwatch.ca/news/2017/10/17/acute-human-rights-crisis-mexico-must-become-priority-canada-visiting-mexican-rights> Consulté le 20 août 2021; Amnesty International Report 2016/16: The state of the world's human rights. 2016. Pp. 249-252. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/05/POL1025522016ENGLISH.pdf> Consulté le 20 août 2021; Kyle, Chris. 2015. Violence and insecurity in Guerrero. "Building resilient communities in Mexico: civil responses to crime and violence" briefing series. <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/Violence%20and%20Insecurity%20in%20Guerrero.pdf> Consulté le 20 août 2021.
- 5 Justice and Corporate Accountability Project. 2016. Violence and Canadian mining companies in Latin America. <https://justice-project.org/wp-content/uploads/2016/10/the-canada-brand-report5.pdf> Consulté le 13 août 2021.
- 6 Justice and Corporate Accountability Project. 2016. Violence and Canadian mining companies in Latin America. P. 71. <https://justice-project.org/wp-content/uploads/2016/10/the-canada-brand-report5.pdf> Consulté le 13 août 2021.
- 7 Organisation internationale du travail. 2015. Individual Case (CAS) - Discussion: 2015, Publication: 104th ILC session. [https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO::P13100\\_COMMENT\\_ID:3241939](https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO::P13100_COMMENT_ID:3241939) Consulté le 17 août 2021; Confédération syndicale internationale (CSI). 2015. Mexico to ratify ILO Convention 98 on Collective Bargaining. <https://www.ituc-csi.org/mexico-to-ratify-ilo-convention-98> Consulté le 17 juillet 2021; Voir aussi Maquila Solidarity Network. Labour Justice Reform in Mexico: A briefing paper. 2017. [https://www.maquilasolidarity.org/sites/default/files/attachment/Labour\\_Justice\\_Reform\\_Mexico\\_MSN\\_2017.pdf](https://www.maquilasolidarity.org/sites/default/files/attachment/Labour_Justice_Reform_Mexico_MSN_2017.pdf) Consulté le 13 août 2021.
- 8 Syndicat des Métallos. United Steelworkers and Mexican Mineworkers Demand Justice for Murdered Protesters in Mexico. Communiqué de presse. 24 novembre 2017. <https://www.usw.ca/news/media-centre/articles/2017/united-steelworkers-and-mexican-mineworkers-demand-justice-for-murdered-protesters-in-mexico> Consulté le 13 août 2021; Morrow, Adrian. Deadly mine strike highlights accusations NAFTA used to exploit Mexican workers. *Globe and Mail*. 24 novembre 2017. <https://www.theglobeandmail.com/news/world/deadly-mine-strike-highlights-accusations-nafta-used-to-exploit-mexican-workers/article37086706/> Consulté le 13 août 2021.
- 9 Syndicat des Métallos. United Steelworkers and Mexican Mineworkers Demand Justice for Murdered Protesters in Mexico. Communiqué de presse. 24 novembre 2017. <https://www.usw.ca/news/media-centre/articles/2017/united-steelworkers-and-mexican-mineworkers-demand-justice-for-murdered-protesters-in-mexico> Consulté le 13 août 2021; Voir aussi Morrow, Adrian. Deadly mine strike highlights accusations NAFTA used to exploit Mexican workers. *Globe and Mail*. November 24, 2017. <https://www.theglobeandmail.com/news/world/deadly-mine-strike-highlights-accusations-nafta-used-to-exploit-mexican-workers/article37086706/> Consulté le 13 août 2021.
- 10 Ocampo Arista, Sergio. Pobladores se suman a huelga de trabajadores de Minera Media Luna en Guerrero. *La Jornada San Luis*. 12 novembre, 2017. <https://lajornadasanluis.com.mx/nacional/pobladores-se-suman-a-huelga-de-trabajadores-de-minera-media-luna-en-guerrero/> Consulté le 13 août 2021.
- 11 Morrow, Adrian. Deadly mine strike highlights accusations NAFTA used to exploit Mexican workers. *Globe and Mail*. 24 novembre 2017. <https://www.theglobeandmail.com/news/world/deadly-mine-strike-highlights-accusations-nafta-used-to-exploit-mexican-workers/article37086706/> Consulté le 13 août 2021.
- 12 Torex Resources. Réponse courriel à l'étude de cas [« réponse de Torex »]. 2 décembre, 2022. [https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2023/01/Torex-Gold-Response-to-CNCA-Case-Study-Dec-2\\_22.pdf](https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2023/01/Torex-Gold-Response-to-CNCA-Case-Study-Dec-2_22.pdf)
- 13 Syndicat des Métallos. United Steelworkers and Mexican Mineworkers Demand Justice for Murdered Protesters in Mexico. Communiqué de presse. 24 novembre 2017. <https://www.usw.ca/news/media-centre/articles/2017/united-steelworkers-and-mexican-mineworkers-demand-justice-for-murdered-protesters-in-mexico> Consulté le 13 août 2021.
- 14 Red Mexicana de Afectados por la Minería. Communiqué. Canadian Mining Company torex Gold Resources Inc; Archetype of Violence in Guerrero. 4 octobre 2019. <https://movimientom4.org/2019/10/canadian-mining-company-torex-gold-resources-inc-archetype-of-violence-in-guerrero/> Consulté le 17 août 2021.
- 15 Ocampo Arista, Sergio. Pobladores se suman a huelga de trabajadores de Minera Media Luna en Guerrero. *La Jornada San Luis*. 12 novembre 2017. <https://lajornadasanluis.com.mx/nacional/pobladores-se-suman-a-huelga-de-trabajadores-de-minera-media-luna-en-guerrero/> Consulté le 13 août 2021.
- 16 Syndicat des Métallos. Lettre à Chrystia Freeland, Ministre des Affaires Étrangères. 23 novembre 2017.
- 17 Red Mexicana de Afectados por la Minería. Communiqué. Canadian Mining Company torex Gold Resources Inc; Archetype of Violence in Guerrero. 4 octobre 2019. <https://movimientom4.org/2019/10/canadian-mining-company-torex-gold-resources-inc-archetype-of-violence-in-guerrero/> Consulté le 17 août 2021.
- 18 Syndicat des Métallos. United Steelworkers and Mexican Mineworkers Demand Justice for Murdered Protesters in Mexico. Communiqué de presse. 24 novembre 2017. <https://www.usw.ca/news/media-centre/articles/2017/united-steelworkers-and-mexican-mineworkers-demand-justice-for-murdered-protesters-in-mexico> Consulté le 13 août 2021.
- 19 Syndicat des métallos. United Steelworkers and Mexican Mineworkers Demand Justice for Murdered Protesters in Mexico. Communiqué de presse. 24 novembre 2017. <https://www.usw.ca/news/media-centre/articles/2017/united-steelworkers-and-mexican-mineworkers-demand-justice-for-murdered-protesters-in-mexico> Consulté le 13 août 2021.
- 20 Torex Gold. Torex clarifies media misinformation. Communiqué de presse. 21 novembre 2017. <https://torexgold.com/news-and-media/news/torex-clarifies-media-misinformation/> Consulté le 19 août 2021.

21 Le premier juin 2020 Torex Gold répond au Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme concernant les quatre meurtres et déclare : « nous supposons que ces quatre ont été ciblés parce qu'ils avaient une relation de travail antérieure avec Torex ou avec un contracteur travaillant sur notre site ; cependant, nous pouvons vous assurer qu'il s'agissait d'affaires criminelles qui échappaient à notre contrôle. Torex Gold. Réponse de Torex Gold à une demande par courriel du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme en date du 26 mai 2020. Lettre publiée sur Business and Human Rights Resource Centre. 1 juin 2020. <https://media.business-humanrights.org/media/documents/df62efdbd9e31b49f00bd501630a98c-dfb1e0389.pdf> Consulté le 13 août 2021.

22 Correspondance courriel entre le syndicat des Métallos et le Directeur des Affaires bilatérales et régionales du travail d'Emploi et Développement social Canada. 17 novembre 2017. C'est notamment au lendemain de cet accord pour demander un vote syndical que les deux frères Sahuanitla Peña ont été tués.

23 UNIFOR. Third Torex Gold striker murdered in Mexico. <https://www.newswire.ca/news-releases/third-torex-gold-striker-murdered-in-mexico-671133013.html> Consulté le 13 août 2021.

24 Dans une réponse courriel en réaction à une ébauche de la présente étude de cas, l'entreprise a affirmé avoir organisé un vote hors site en décembre 2017 au cours duquel 99 % des employés ont voté en faveur de la fin de l'arrêt de travail. Réponse complète : [https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2023/01/Torex-Gold-Response-to-CNCA-Case-Study-Dec-2\\_22.pdf](https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2023/01/Torex-Gold-Response-to-CNCA-Case-Study-Dec-2_22.pdf). Cependant, qu'une entreprise organise un tel vote sèmerait immédiatement le doute en ce qui a trait à sa crédibilité. Par exemple, au Canada, les votes sont organisés par les syndicats ou le ministère du Travail. Les graves allégations d'intimidation de travailleurs et d'autres menaces à la liberté d'association des travailleurs décrites dans cette étude de cas, si elles sont vraies, remettraient encore davantage en question la crédibilité d'un tel vote syndical organisé par l'entreprise. Voir aussi Morrow, Adrian. Deadly mine strike highlights accusations NAFTA used to exploit Mexican workers. Globe and Mail. 24 novembre 2017. <https://www.theglobeandmail.com/news/world/deadly-mine-strike-highlights-accusations-nafta-used-to-exploit-mexican-workers/article37086706/> Consulté le 13 août 2021.

25 Independent Mexico Labor Expert Board. Interim Report: Independent Mexico Labor Expert Board. Décembre 2020. P. 7. <https://www.usw.org/news/media-center/releases/2020/2020/IMLEB-Interim-Report-December-2020-Final-as-approved-12-14.pdf> Consulté le 23 août 2020.

26 Red Mexicana de Afectados por la Minería. Communiqué. Canadian Mining Company torex Gold Resources Inc; Archetype of Violence in Guerrero. 4 octobre 2019. <https://movimientom4.org/2019/10/canadian-mining-company-torex-gold-resources-inc-archetype-of-violence-in-guerrero/> Consulté le 17 août 2021.

27 UNIFOR. Third Torex Gold striker murdered in Mexico. <https://www.newswire.ca/news-releases/third-torex-gold-striker-murdered-in-mexico-671133013.html> Consulté le 13 août 2021.

28 Torex Gold Resources Inc. The blockades have ended: full access to all company facilities restored. Communiqué de presse. 6 avril 2018. <https://torexgold.com/news-and-media/news/the-blockades-have-ended-full-access-to-all-company-facilities-restored/> Consulté le 13 août 2021.

29 Red Mexicana de Afectados por la Minería. Communiqué. Canadian Mining Company torex Gold Resources Inc; Archetype of Violence in Guerrero. 4 octobre 2019. <https://movimientom4.org/2019/10/canadian-mining-company-torex-gold-resources-inc-archetype-of-violence-in-guerrero/> Consulté le 17 août 2021. Le Réseau mexicain des communautés touchées par l'exploitation minière allègue également dans cette déclaration que le crime organisé, en soutien à l'entreprise, opère dans la région depuis des années.

30 Arsenault, Chris. Canada not walking the talk on its miners' abuses abroad, campaigners say. Mongabay. 24 juillet 2020. <https://news.mongabay.com/2020/07/canada-not-walking-the-walk-on-its-miners-abuses-abroad-campaigners-say/> Consulté le 13 août 2021.

31 Syndicat des métallos. 9 juillet 2020. USMCA: Enforcement or Bust. <https://m.usw.org/blog/2020/usmca-enforcement-or-bust> Consulté le 24 août 2021.

32 Réponse de Torex: [https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2023/01/Torex-Gold-Response-to-CNCA-Case-Study-Dec-2\\_22.pdf](https://cnca-rcrce.ca/site/wp-content/uploads/2023/01/Torex-Gold-Response-to-CNCA-Case-Study-Dec-2_22.pdf).